

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
Site de Périgueux  
Cité administrative Bâtiment A  
24026 PERIGUEUX Cedex

Périgueux, le 17/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PAPREC AGRO**

5857 RTE DE LA ROCHE NOIRE LE PETIT CLOS  
24800 Saint-Paul-La-Roche

Références : UbD24-47/99/2025  
Code AIOT : 0005205417

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2025 dans l'établissement PAPREC AGRO implanté 5857 RTE DE LA ROCHE NOIRE LE PETIT CLOS 24800 SAINT-PAUL-LA-ROCHE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPREC AGRO
- 5857 RTE DE LA ROCHE NOIRE LE PETIT CLOS 24800 SAINT-PAUL-LA-ROCHE
- Code AIOT : 0005205417
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPREC AGRO exploite, sous couvert de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2009, sur le site de Saint Paul la Roche une unité de compostage et une plateforme de préparation de biomasse. L'inspection avait pour objectif d'examiner les conditions de traçabilité et de suivi des déchets entrants et des matières sortantes, tout en s'inscrivant dans le cadre des modifications apportées aux installations, telles que présentées dans le porter à connaissance en cours d'instruction. Les activités du site sont axées sur le compostage et la préparation de biomasse.

### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Admission des intrants	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 2.71	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Registre chronologique des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	30 jours
5	Admission des intrants	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 2.71	Demande d'action corrective	30 jours
12	Déchets verts et déchets de bois dans le compost	Code de l'environnement du 14/09/2021, article R543-313	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
13	Gestion par lots	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Admission des intrants	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.4	Sans objet
3	Admission des intrants	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12	Sans objet
6	Admission des intrants	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.2	Sans objet
7	Admission des intrants	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.2	Sans objet
8	Admission des intrants	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.3	Sans objet
9	Caractérisation des boues	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.5	Sans objet
10	Admission des intrants	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.5	Sans objet
11	Déchets verts et déchets de	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.6	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	bois dans le compost		
14	Gestion par lots	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 16	Sans objet
15	Contrôle des produits fabriqués / déchets produits	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18	Sans objet
16	Contrôle des produits fabriqués / déchets produits	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 23	Sans objet
17	Produits sortants	Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.8.2	Sans objet
18	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection, aucune non-conformité majeure n'a été constatée au regard de la réglementation applicable. L'exploitant doit néanmoins prendre en compte les demandes de l'inspection formulées dans les fiches de constat ci-après.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Admission des intrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 2.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure d'acceptation des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant vérifie la nature, la provenance et le tonnage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des matières fermentescibles et des déchets servant à l'unité compostage,</li> <li>- de la biomasse destinée à l'unité de préparation,</li> <li>- des sciures destinées à l'unité de granulation.</li> </ul> <p>Le contrôle de chacun de ces produits lors de leur arrivée sur site fait l'objet d'une procédure écrite reprenant l'ensemble des prescriptions d'acceptation imposées par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant doit obtenir de chaque producteur tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour avoir une bonne connaissance du produit fourni, en vue de réaliser une prévention efficace des pollutions et risques dans son installation.</p> <p>Avant d'accepter un produit, l'exploitant dispose d'un dossier d'identification comportant tous</p>

<p>les renseignements analytiques ainsi que ceux relatifs au producteur.</p> <p>A la réception des produits, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vise le document accompagnant le chargement ;</li> <li>- s'assure de la nature des produits (correspondance avec la définition de l'article 1.3.3 du présent arrêté pour la biomasse).</li> </ul> <p>Les prescriptions de contrôle d'admission des boues doivent répondre aux dispositions du titre 8 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant informe le (ou les) producteur(s) de tout incident ou anomalie survenu sur un produit en cours d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'inspection les procédures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MO92-AES du 15/03/2025 - Procédure de caractérisation et d'acceptation préalable des déchets en compostage</li> <li>- Procédure d'acceptation des déchets n°PR14_V02 du 15/07/2021, mise à jour le 01/03/2022</li> <li>- Fiche d'identification déchet préalable à l'admission - Procédure FID n°DE72-AES du 19/04/2013 - V6 du 17/05/2016</li> <li>- Mode opératoire de prélèvement de boues n°MO91-AES V1 du 25/03/2015</li> </ul> <p>Sur la base du registre des déchets entrants de 2025, 3 FID sont contrôlées de manière aléatoire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- FID Grand Périgueux : apports de boues de STEP en provenance de la STEP de Saltgourde et de la STEP de Boulazac en date du 03/01/2025 : déchets de boues de STEP 19 08 05 (NFU44-095)</li> <li>- FID Paprec SO Mercues (46) du 28/01/2025 : déchets de bois B relevant du code déchets 19 12 07</li> <li>- FID Veolia propreté Limousin : apport de déchets végétaux 20 02 01 (NFU44-051) en date du 28/01/2025)</li> </ul> <p>Certaines fiches intègrent également les zones de dépotage selon la nature des déchets (bois B/ AB, Bois A non SSD, Bois A SSD, déchets verts).</p> <p>La FID de Veolia propreté Limousin ne contient pas le code déchet 20 02 01. Transmettre la FID relative à ce code déchet.</p> <p>Les FID relatives aux apports de boues de STEP de Boulazac et de Saltgourde ont été établies après les apports. Elles sont datées du 11/03/2025. Transmettre celles relatives aux apports du 03/01/2025 (cf registre des entrées de 2025).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La FID de Veolia propreté Limousin ne contient pas le code déchet 20 02 01. Transmettre la FID relative à ce code déchet.</p> <p>La FID relative aux apports de boues de STEP de Boulazac qui a été transmise a été établie après l'apport. Elle est datée du 11/03/2025. Transmettre celle relative à l'apport du 03/01/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

**N° 2 : Admission des intrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalités d'admission
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque admission de matières et de déchets donne lieu à une pesée et à un contrôle visuel à l'arrivée sur le site.
<b>Constats :</b>  Un pont bascule à l'entrée sur site permet la pesée de chaque camion à leur arrivée sur site. Un contrôle visuel est réalisé, selon la procédure d'acceptation des déchets n° PR14 du 15/07/2021 mise à jour le 01/03/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Admission des intrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toute admission de déchets autres que des déjections animales ou des déchets végétaux fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité du chargement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant précise que les contrôles de radioactivité du chargement sont réalisés au niveau du pont bascule, à l'aide d'un radiamètre portatif. L'exploitant explique les consignes en cas de détection radioactive (isolement de la benne sur site puis deux nouveaux contrôles sont réalisés 24h et 48h après le premier signalement).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Registre chronologique des déchets entrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre chronologique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.  Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

#### **Constats :**

Un registre chronologique des déchets entrants est présenté à l'inspection (2023, 2024, 2025).

Par rapport au contenu prévu par l'arrêté ministériel, sont notamment manquantes les informations suivantes :

- dénomination usuelle du déchet,
- numéros SIRET de l'installation de provenance, et des transporteurs des déchets.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le registre 2025 sera complété des informations manquantes (dénomination usuelle du déchet,

numéros SIRET).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 5 : Admission des intrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 2.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre d'admission
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient le registre suivant :</p> <p>Registre d'entrée : chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité du produit, les modalités de transport, l'identité du transporteur et, le cas échéant, la référence du prélèvement de l'échantillon représentatif.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées, et une déclaration au moins annuelle de la gestion des produits lui est adressée par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Registres des entrées vérifiés : 2023 à 2025</p> <p>Données figurant dans les registres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nom du producteur : oui</li> <li>- nature et quantité du produit : partiel, la nature des déchets n'est pas renseignée, seul le code déchet figure dans le registre transmis à l'inspection. Cf observation au point précédent.</li> <li>- modalités de transport : l'immatriculation du véhicule est renseignée.</li> <li>- identité du transporteur : l'immatriculation du véhicule est renseignée</li> <li>- référence du prélèvement de l'échantillon représentatif : non</li> </ul> <p>La déclaration annuelle de la gestion des produits a été transmise à l'inspection (bilan d'activité 2024).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complète son registre à compter de 2025 des données manquantes (nature des déchets, référence du prélèvement des échantillons réalisés, notamment sur les boues).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 6 : Admission des intrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des intrants
<b>Prescription contrôlée :</b>



Les déchets verts proviendront du département de la Dordogne, des départements et régions limitrophes
<b>Constats :</b>  La nature des déchets n'étant pas précisée dans le registre transmis, cette donnée ne peut pas être vérifiée avec certitude. Néanmoins, sur le registre 2025, l'inspection constate que les déchets relevant du code déchet 20 02 01 (déchets de parcs et jardins) proviennent essentiellement de la Dordogne et des départements limitrophes.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compléter le registre afin de faire apparaître la nature exacte des déchets correspondant aux codes déchets indiqués.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Admission des intrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des boues
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage à l'extérieur du bâtiment de fermentation des boues destinées à intégrer le procédé de compostage est interdit
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'inspection ne constate aucun stockage de boues à l'extérieur du bâtiment de fermentation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Admission des intrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature et volume des déchets admis
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation de compostage est prévue pour une production annuelle maximale de 25 000 tonnes de compost et 30 000 t de broyats de bois, répartis selon le tableau suivant :  Déchets entrants : Boues et fermentescibles : 25 000 t/an Déchets verts : 20 000 t/an Palettes et déchets de bois : 30 000 t/an  Produits sortants : Compost vert et compost de boues : 25 000 t/an

Broyats de bois : 28 000 t/an
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2009 est impacté par les modifications introduites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2014, notamment par son article 2. La quantité de matières traitées dans l'unité de compostage est limitée à 118 t/j (rubriques 2780-2a et 2780-3). La quantité de déchets non dangereux (bois, déchets verts) broyée est limitée à 137 t/j (rubrique 2791-1).</p> <p>L'analyse du bilan d'activité 2024 de l'installation montre les quantités suivantes :</p> <p><u>- matières entrantes :</u></p> <p>✕ <i>Activité de compostage : 100.9 t/j</i></p> <p>* Boues et fermentescibles : 25950 tonnes</p> <p>* Déchets verts : 10 882 tonnes</p> <p>✕ <i>Préparation de biomasse : 102 t/j</i></p> <p>* Déchets verts : 16 325 tonnes</p> <p>* Palettes et déchets de bois : 18 480 tonnes (+ 2581 tonnes de rondins de bois)</p> <p><u>- produits sortants :</u></p> <p>Compost vert et compost de boues (compost normé NFU44095, NFU44051, valorisé en plan d'épandage) : 26 300 tonnes Broyat de bois : 23 914 tonnes</p> <p>Les chiffres sont conformes avec les valeurs limites présentées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 juillet 2014 (quantités traitées) et avec les valeurs de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2009 (produits sortants).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Caractérisation des boues

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, échantillonnage des boues
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sur chaque benne de boues et de matières fermentescibles destinés au compostage entrant sur le site, il doit être procédé au prélèvement d'un échantillonnage représentatif selon les dispositions réglementaires en vigueur.</p> <p>Les sacs ou récipients destinés à l'emballage final des échantillons doivent être inertes vis-à-vis des boues, résistants à l'humidité et étanches à l'eau et à la poussière.</p> <p>Ces échantillons doivent être conservés dans une armoire réfrigérée jusqu'à l'enlèvement du lot de compost dans la composition duquel ils entrent.</p>
<b>Constats :</b>

<p>Les justificatifs des modalités d'échantillonnage des boues (procédure) sont transmis par l'exploitant à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Procédure de caractérisation et d'acceptation préalable des déchets en compostage - MO92-AES du 15/03/2025</li> <li>- Mode opératoire - prélèvement des boues - MO91-AES du 25/03/2015</li> <li>- Tableau de suivi analytique des entrées (fréquence d'analyses des boues) sur l'année 2024.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Admission des intrants**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation des boues – valeurs limites
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Teneurs limites en éléments traces et composés traces organiques dans les boues : Article 8.1.5.1 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2009</p> <p>Caractérisation de la valeur agronomique des boues : article 8.1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 10 juin 2009</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vérifié par sondage sur l'analyse réalisée par AUREA sur le prélèvement du 18/02/2025 (boues provenant de la STEP Saltgourde). Après examen, il est constaté que les teneurs limites en éléments traces et composés traces organiques dans les boues, ainsi que la caractérisation de la valeur agronomique des boues sont conformes aux exigences établies, avec des valeurs limites alignées sur la norme NFU44-095.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Déchets verts et déchets de bois dans le compost**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses trimestrielles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un échantillon de déchets verts et de déchets de bois doit être réalisé à l'issue de chaque campagne de broyage de ces produits. Ces échantillons doivent être identifiés afin de connaître leur date de prélèvement et leur origine.</p> <p>Une fois par trimestre, une analyse doit être effectuée, portant sur les paramètres visés à l'article 8.1.5.1</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente les éléments justificatifs suivants :</p>

<p>- tableau de suivi analytique - co-produits SPL (année 2024) présentant la fréquence des analyses réalisées en 2024 ainsi que les paramètres analysés (valeur agronomique, éléments-traces métalliques (ETM), composés-traces organiques (CTO), inertes et impuretés)</p> <p>- les analyses réalisées sur un lot de broyat de bois (prélèvement du 07/11/2024), ainsi que sur 3 lots distincts de déchets verts (prélèvements des 12/02/2024, 24/04/2024 et 29/07/2024). Les analyses sont toutes réalisées par AUREA Agrosociences</p> <p>Analyses trimestrielles réalisées en 2024, sur les paramètres ETM et CTO : oui</p> <p>Conformité des teneurs limites : oui sur les analyses contrôlées (les résultats analytiques sont comparés aux valeurs limites de la norme NFU44-051)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Déchets verts et déchets de bois dans le compost

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/09/2021, article R543-313</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Proportion de déchets verts en mélange</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>A compter du 1er janvier 2024, la masse de déchets verts utilisés comme structurants n'excède pas 80 % de la masse de boues d'épuration et de digestats de boues d'épuration utilisée dans le mélange.</p> <p>[...]</p> <p>Les pourcentages mentionnés aux deux premiers alinéas du présent article s'appliquent pour chaque année civile, sur la base des quantités de boues d'épuration, de digestats de boues d'épuration et de déchets verts admis sur l'installation de compostage et déclarées dans le registre de l'installation prévu par le premier alinéa du I de l'article R. 541-43.</p> <p>Si une installation de compostage utilise des structurants à d'autres fins que le compostage de boues d'épuration ou de digestats de boues d'épuration, l'exploitant tient à disposition des autorités de contrôle les éléments permettant de justifier les quantités utilisées pour le compostage des boues d'épuration ou digestats de boues d'épuration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit des informations complémentaires concernant le porter à connaissance en cours d'instruction.</p> <p>Cependant, la démonstration du respect des 80% en masse de déchets verts utilisés dans le mélange doit être apportée au regard des quantités déclarées au registre des déchets entrants et des proportions mélangées avant démarrage du processus de fermentation. La démonstration doit également inclure une justification des quantités de structurant utilisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour le compostage des boues d'épuration ou digestats de boues d'épuration</li> <li>- à d'autres fins que le compostage de boues d'épuration ou de digestats de boues d'épuration.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Apporter la démonstration du respect de seuil pour l'année 2024. Mettre en place les outils nécessaires à la justification et au suivi de ce seuil pour 2025 (par exemple par le biais de rapports mensuels ou trimestriels montrant le respect continu de la prescription, pouvant inclure des graphiques ou des tableaux illustrant les ratios au fil du temps).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 13 : Gestion par lots

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document de suivi
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la livraison du compost. Il tient à jour un document de suivi par lot, complétant le registre prévu à l'article 8.1.4, sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.</p> <p>Les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot</li> <li>- mesures de température relevées au cours du process</li> <li>- dates de retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains</li> </ul> <p>La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur (par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 mètres à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 mètre) et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.</p> <p>La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.</p> <p>Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts ou des déchets.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il existe un document de suivi par lots. La traçabilité est contrôlée de manière aléatoire sur les lots suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Gestion par lot de production de compost (NF U44095) :</u></li> <li>* lot M08-20240210 (2024)</li> <li>* lot M14-20230601 (2023)</li> </ul>

Documents examinés :

- document dénommé « passage des cellules de fermentation en maturation » (correspondance entre les numéros de lots maturation "M" et les lots de fermentation "F")
- registre de sortie faisant apparaître notamment les numéros de lots de maturation ainsi que le nom et l'adresse de l'installation de destination
- l'analyse laboratoire (AUREA agrosociences) mentionnant la référence du lot considéré ("Mxx-xxxxxxx"), se référant à la norme NFU44-095.
- les documents dénommés « détail des cellules de fermentation » et « rapports de suivi de lots » (mentionnant les éléments suivants : type de matière, date de l'apport, quantité et origine des produits constituant le lot, suivi des températures, dates de retournement, dates de début et de fin de remplissage).

Le lien entre les matières entrantes dans la cellule de fermentation et le registre des entrants est tracé. Le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage est également tracé.

- Gestion par lot de production de compost (NF U44051) :

\* lot du 03/04/2024 à destination du GAEC de Verneuil

L'exploitant précise que le GAEC du Verneuil a reçu le 03/04/2024, 26,72 tonnes de compost de Déchet Vert NF U44051 dont le lot n'était pas spécifié sur le registre de sortie suite à une erreur d'extraction du registre. Néanmoins, l'identification du lot correspondant à cette matière a été stipulé sur le bon de livraison : Lot M022024.

Ce lot est issu des déchets verts réceptionnés au mois de novembre 2023, broyés, criblé en 0/30mm puis maturés pendant un délai de 3 mois.

Documents examinés :

- ticket de pesée du 03/04/2024, à raison de 26720 kg de compos vert NFU 44-051 à destination du GAEC de Verneuil
- une analyse réalisée par le laboratoire aurea agrosociences (prélèvement du 28/02/2024) concernant un lot de compost vert SPL mûré
- un extrait du registre des entrées de déchets de novembre 2023

Le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage n'est pas clairement établi pour ce lot.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Transmettre les justificatifs permettant d'établir le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage, pour le lot du 03/04/2024 à destination du GAEC de Verneuil.

Le document devra également mentionner les éléments suivants :

- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot
- mesures de température relevées au cours du process
- dates de retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

**N° 14 : Gestion par lots**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conformité des lots de produits finis
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis tels que définis à l'article 2 du présent arrêté à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.
<b>Constats :</b>  Les justificatifs de conformité des lots de produits finis sont présentés à l'inspection. Un contrôle par sondage est réalisé sur les lots visés au point précédent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Contrôle des produits fabriqués / déchets produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de sortie des produits finis et des matières intermédiaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date d'enlèvement de chaque lot ;</li><li>- les masses et caractéristiques correspondantes ;</li><li>- le ou les destinataires et les masses correspondantes.</li></ul> Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural. Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.
<b>Constats :</b>  Les registres de sortie 2023, 2024 et 2025 sont présentés à l'inspection et n'appellent pas de remarque particulière. Par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, seul le SIRET de la personne qui a pris possession des lots devrait être ajouté dans le registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Contrôle des produits fabriqués / déchets produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des lots de déchets destinés à un retour au sol produits

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre des lots de déchets destinés à un retour au sol produits par l'exploitation, sur lequel il reporte :

- le type de déchet ;
- l'indication de chaque lot de déchets ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- les dates d'enlèvement et les destinataires de chaque lot de déchets et les masses correspondantes.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre des lots.

L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés en conformité avec la réglementation. Si les déchets compostés sont destinés à l'épandage sur terres agricoles, celui-ci fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées à la section IV "Epandage" de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

**Constats :**

Les registres de sortie 2023, 2024 et 2025 sont présentés à l'inspection et n'appellent pas de remarque particulière sur le contenu par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

En revanche, par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, **le SIRET de la personne qui a pris possession des lots devrait être ajouté dans le registre ainsi que la date de traitement des déchets.**

Le programme prévisionnel du plan d'épandage 2025 est transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Produits sortants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/06/2009, article 8.1.8.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Compost normé

**Prescription contrôlée :**

[...]

Analyses du compost :

Avant le départ du compos et pour chaque lot, selon la méthode d'échantillonnage ci-dessus, il doit être procédé aux analyses suivantes qui porteront sur les paramètres visés aux articles 8.1.5.1 et 8.1.5.2.

Un contrôle régulier de l'absence de germes pathogènes doit être également effectué dans le compost final.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Contrôle et traçabilité du compost normé : la méthodologie d'échantillonnage n'a pas été contrôlée. Les analyses de compost par lot ont été contrôlées par sondages sur les lots M08-20240210 et M14-20230601. Pour ces deux lots, il est constaté que les analyses sont conformes aux exigences établies.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 18 : Traçabilité des déchets**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des déchets dangereux - Utilisation de Trackdéchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets.</p> <p>Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un contrôle aléatoire est réalisé sur 2 bordereaux à partir de l'extrait des déclarations au registre Trackdéchets sur l'année 2024.</p> <p>- BSD-20240229-NPXCPRGYK : lot d'huiles usagées (code déchet 13 02 05*, quantité 1.53 t) expédié le 29/02/2024, réceptionné le 07/05/2024 par SEVIA à Limoges. L'exploitant précise que ces déchets ont fait l'objet d'un regroupement associé au BSD n°20240229-EBCEZ4V4D. Les bordereaux sont correctement renseignés.</p> <p>- BSD-20240126-BB3H0R68R : code déchet 16 03 06, quantité 16 t, expédié par Valeo matériau de friction à Limoges le 30/01/2024, réceptionné le 30/01/2024 par l'installation Paprec agro à St Paul la Roche (déchets admis en compostage (R3c)).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>